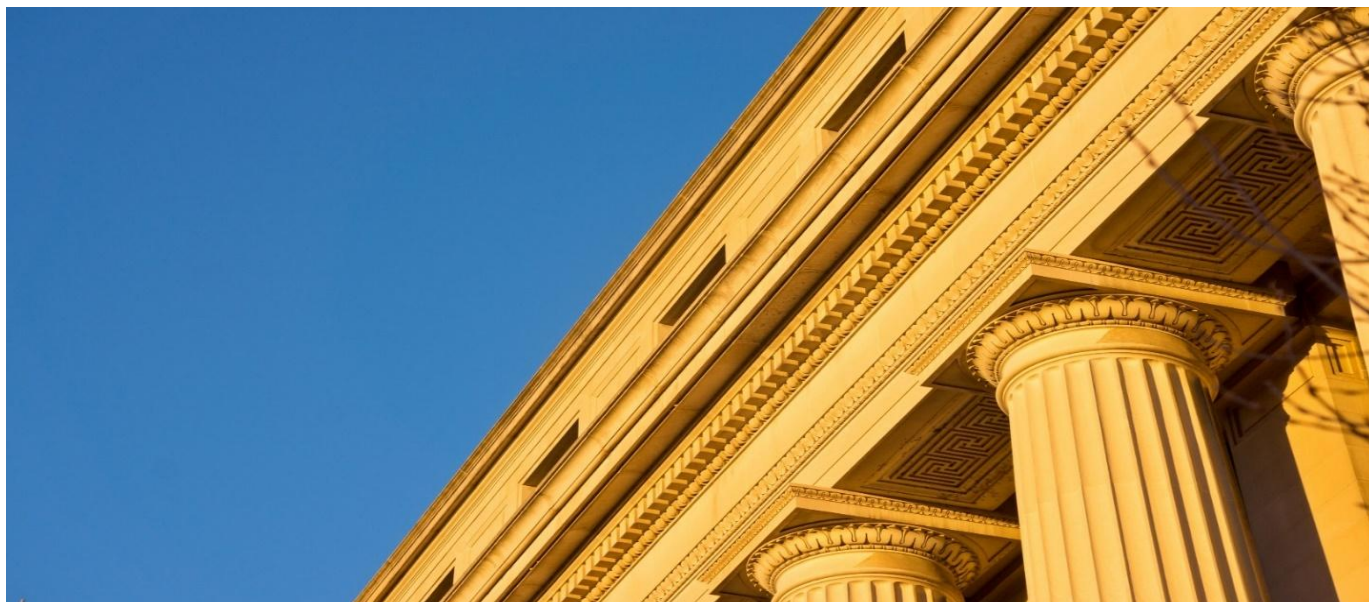




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



NEWSLETTER

02-2025

JURISPRUDENCE ASSURANCE :

- [Cass. Civ. 2, 23 janvier 2025 n°23-14.482](#) – **clause d'exclusion** : la Cour de Cassation casse un arrêt d'appel qualifiant une clause d'exclusion de formelle alors qu'elle était rendue ambiguë par l'usage de la conjonction de subordination « lorsque » nécessitant une interprétation. La clause d'exclusion comportait deux phrases séparées par une virgule, la seconde phrase commençant par « lorsque la fermeture est la conséquence de ... ».
- [Cass. Crim. 21 janvier 2025 n° 22-87.145](#) – **responsabilité des dirigeants** : L'arrêt d'appel est confirmé en ce qu'il a condamné la société et ses principaux dirigeants pour « harcèlement moral institutionnel », en se basant sur l'article 222-33-2 du code pénal¹, qui vise le « harcèlement moral au travail ». Il est d'usage de parler de « harcèlement moral institutionnel » lorsque des dirigeants déploient une politique d'entreprise qui, en connaissance de cause, conduit à une dégradation des conditions de travail de tout ou partie de leurs salariés.
- [Cass. Civ. 3, 16 janvier 2025 n°23-16.122](#) – **appel en garantie** : Vu l'article 1382 du code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, le bien-fondé de l'appel en garantie du responsable d'un dommage contre un tiers est subordonné à la seule démonstration que celui-ci ait commis une faute ayant contribué à la réalisation du préjudice de la victime.
- [Cour d'Appel de Chambéry 31 décembre 2024 RG 21/02443](#) – **éléments d'équipements** : les ponts roulants qui peuvent être démontés ne peuvent être considérés comme de simples éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3. Ils ont été construits en même temps que l'ossature du bâtiment, leur construction relève des techniques de construction et ils font partie de l'ouvrage dans sa globalité compte tenu de leurs caractéristiques et de leur importance dans le fonctionnement même de l'usine dont ils sont les éléments centraux. En conséquence, le désordre affectant l'un des piliers de la structure métallique supportant les ponts, lequel présente une torsion importante, est un désordre de nature décennale.
- [Cass. Civ 2 19 décembre 2024 n°22-15.765](#) : Les dispositions de l'article L. 124-1-1 du code des assurances consacrant la **globalisation des sinistres** ne sont pas applicables à la responsabilité encourue par un professionnel en cas de manquements à ses obligations d'information et de conseil, celles-ci, individualisées par nature, excluant l'existence d'une cause technique, au sens de ce texte, permettant de les assimiler à un fait dommageable unique.
Cette décision est à rapprocher de [Cass. Civ 2, 5 décembre 2024 n° 22-23.153 Inédit](#) : Les dispositions de l'article [L. 124-1-1](#) du code des assurances consacrant la **globalisation des sinistres** ne sont pas applicables à la responsabilité encourue par un professionnel en cas de manquements à ses obligations d'information et de conseil, celles-ci, individualisées par nature, excluant l'existence d'une cause technique, au sens de ce texte, permettant de les assimiler à un fait dommageable unique.

¹ On parle de « harcèlement moral au travail » lorsqu'une personne est la cible d'agissements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de travail, dégradation susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale, ou de compromettre son avenir professionnel.

- **Cour d'Appel de Paris 6 décembre 2024 RG n°21/19298 – clause d'exclusion** : L'article L. 113-1 du code des assurances dispose que les pertes et les dommages occasionnés par des cas fortuits ou causés par la faute de l'assuré sont à la charge de l'assureur, sauf exclusion formelle et limitée contenue dans la police. Une clause d'exclusion de garantie ne peut être formelle et limitée dès lors qu'elle doit être interprétée (Cass., 2e Civ., 7 juillet 2022, n° 21-14.288 ; Cass., 1ère Civ., 22 mai 2001, n° 99-10.849). En l'espèce la clause d'exclusion précise que sont exclus de la garantie '*les frais exposés pour le remplacement, la remise en état ou le remboursement des biens que vous avez fournis, et/ou pour la reprise des travaux exécutés par vos soins, ainsi que les frais de dépose et repose et les dommages immatériels qui en découlent.*' La rédaction de cette clause la rend sujette à interprétation, ce qui exclut qu'elle soit formelle et limitée (Cass., 3e Civ., 27 octobre 2016, n° 15-23.841, publié au Bulletin).

CONFORMITE :

- **CJUE, 9 janv. 2025, n° C-394/23, Mousse c/ SNCF** :
La CJUE juge que la collecte de données relatives à la civilité des clients n'est pas objectivement indispensable, en particulier, lorsqu'elle a pour finalité une personnalisation de la communication commerciale.
- **Cass. Crim. 18 décembre 2024, Pourvoi n° 23-85.038** : Annulation de la non-restitution des fonds dans une affaire de blanchiment de fraude fiscale et d'abus de biens sociaux.